

PERMIS DE CONSTRUIRE

DELIVRE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE

Demande déposée le : 28/12/2023	N° PC 094 022 23 C0045
par : DEMATHIEU BARD IMMOBILIER représenté par : Monsieur POIL Benoît demeurant à : 50 avenue de la République 94550 Chevilly-Larue pour : Construction d'un ensemble immobilier de 44 logements sur un terrain sis à : ZAC des Hautes Bornes – Lot A3 17 rue de la Remise aux faisans 94600 Choisy le Roi références cadastrales : 22 U 268 puissance de raccordement : 357 kVA	<p style="text-align: center;"><u>Surface de plancher :</u></p> existante : 0 m ² créée : 3 382 m ² supprimée : 0 m ²
	<p>DESTINATION : habitation</p>

Le Maire de Choisy-Le-Roi

Vu l'arrêté n°20-1286 en date du 21/07/2020, portant délégation de fonction et de signature à Monsieur ID ELOUALI Ali, 1^{er} Adjoint au Maire dans les domaines de l'Urbanisme et de la Nature en ville ;

Vu la demande de Permis de Construire susvisée, portant sur la **construction d'un ensemble immobilier de 44 logements** ;

Vu l'affichage en mairie de l'avis de dépôt de la demande, prévu à l'article R. 423-6 du Code de l'Urbanisme, en date du 29/12/2023 ;

Vu le Code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 421-1 et suivants, R. 421-1 et suivants ;

Vu la délibération du Conseil municipal de Choisy-le-Roi en date du 10/05/2007, portant création de la Zone d'Aménagement Concertée des Hautes Bornes ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé par le conseil municipal le 10/10/2012, modifié en dernier lieu le 14/02/2023, opposable depuis le 06/06/2023, notamment la zone UAs ;

Vu la délibération n° 07-154 du Conseil municipal de Choisy-le-Roi en date du 27/09/2007, portant instauration de la procédure de déclaration préalable pour les clôtures ;

Vu la délibération n° 2019-12-21_1648 de l'Etablissement Public Territorial – Grand Orly Seine Bièvre du 21/12/2019 portant sur les tarifs de la Participation Forfaitaire à l'Assainissement Collectif (PFAC) ;

Vu la consultation du service Assainissement – Etablissement Public Territorial – Grand Orly Seine Bièvre, en date du 29/12/2023 ;

Vu l'avis favorable avec réserve de Assainissement – Etablissement Public Territorial – Grand Orly Seine Bièvre, en date du 08/01/2024 ;

Vu la consultation du service Bureau prévention – Brigade de sapeurs-pompiers de Paris – Préfecture de police, en date du 03/01/2024 ;

Vu l'avis avec prescriptions de Brigade des sapeurs-pompiers de Paris – Bureau prévention, en date du 05/01/2024 ;

Vu la consultation du service Cellule CU/AU – ENEDIS, gestionnaire du réseau de distribution d'électricité, en date du 29/12/2023 ;

Vu l'avis favorable de ENEDIS – Cellule CU/AU, en date du 18/01/2024 ;

Vu la consultation du service Service Etudes & Canalisations – Veolia Eau Ile de France, en date du 29/12/2023 ;

Vu l'avis favorable de Veolia Eau Ile de France – Service Etudes & Canalisations, en date du 09/01/2024 ;

ARRÊTE

Article 1 : La présente demande de Permis de Construire est **ACCORDEE** pour le projet décrit dans la demande susvisée et avec les surfaces figurant au cadre 2.

Article 2 : Le pétitionnaire veillera au respect des prescriptions émises par :

- ENEDIS- Cellule CU/AU (ci-joint)
- Assainissement - Etablissement Public Territorial – Grand Orly Seine Bièvre (ci-joint)
- Bureau prévention – Brigade des sapeurs-pompiers de Paris – Préfecture de police (ci-joint)
- Veolia Eau Ile de France – Service Etudes & Canalisations (ci-joint)

Article 3 : La réalisation du projet donnera lieu au versement de taxes et redevances dont le Permis de Construire est le fait générateur :

- Taxe d'aménagement communale (0 %) départementale et régionale
- Redevance d'Archéologie Préventive

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services, est chargé, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera transmise à Madame le Préfet du Val-de-Marne.

Choisy-Le-Roi, le 21/03/2024,

Pour le Maire de Choisy-le-Roi,
et par délégation,
Ali ID ELOUALI
1^{er} Adjoint au Maire



La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du Code général des collectivités territoriales

Dans tous les cas, les équipements sensibles doivent pouvoir continuer à fonctionner en cas de crue. Les mesures à prendre consistent à veiller à ce que les distributions en fluides soient situées hors crue et que leur alimentation soit assurée par des dispositifs autonomes ou garantis par les concessionnaires. En application de l'article L. 424-8 du code de l'urbanisme, la présente décision est exécutoire à compter de la date à laquelle elle est acquise.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

Le demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification :

A cet effet, il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. La juridiction administrative compétente peut également être saisie par l'application télé recours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique (le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les permis délivrés au nom de l'Etat). Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (*l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite*)

Durée de validité de la décision :

Conformément à l'article R424-17 du code de l'urbanisme et en application du décret n° 2008-1353 du 19 décembre 2008, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R424-21 et R424-22, l'autorisation peut être prorogée pour une année si les prescriptions d'urbanisme et de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le bénéficiaire de la décision peut commencer les travaux après avoir :

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A.424-15 à A.424-19, est disponible à la mairie, sur le site Internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.

Déclaration Attestant l'Achèvement et la Conformité des Travaux :

La DAACT est adressée par pli recommandé avec demande d'avis de réception postale au Maire ou déposée contre décharge en mairie. Le Maire a 3 mois à la réception de la DAACT pour contester cette déclaration ou 5 mois si le récolement est obligatoire. Passé ce délai, vous pouvez sur simple requête obtenir sous quinzaine une attestation du Maire certifiant que la conformité des travaux n'a pas été contestée. En cas de refus ou de silence de l'autorité compétente, cette attestation est fournie par le préfet, sur demande du bénéficiaire du permis ou de ses ayants droit.

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires de la décision au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers :

Elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.

